

Groupe Crédit du Nord



Actualisation du Document de Référence 2010

(rapport financier semestriel
au 30 juin 2011 inclus)

1	Responsable du Document de Référence	4
	1. Nom du responsable	4
	2. Attestation du responsable	4
2	Responsables du Contrôle des Comptes	5
	Commissaires aux Comptes titulaires	5
	Commissaires aux Comptes suppléants	5
3	Gouvernement d'entreprise	6
	1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2011	6
	2. Assemblée Générale du 6 mai 2011	7
4	Comptes consolidés au 30 juin 2011	8
	1. Chiffres clés au 30 juin 2011	8
	2. Rapport de gestion - 1 ^{er} semestre 2011	10
	3. Etats de synthèse.....	26
	Bilan consolidé.....	26
	Compte de résultat consolidé.....	28
	Evolution des capitaux propres.....	30
	Tableau des flux de trésorerie	34
	4. Annexe aux comptes consolidés.....	35
	5. Rapport des Commissaires aux Comptes	60
5	Tables de concordance	61
	1. Table de concordance de l'actualisation	61
	2. Table de concordance du rapport financier semestriel	64

1 Responsable du Document de Référence

1. Nom du responsable :

Vincent TAUPIN, Directeur Général du Crédit du Nord.

2. Attestation du responsable du document :

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2010 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2010 et de la présente actualisation A-01.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2010 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 138 et 139, 204 et 205 puis en pages 206 et 207 du Document de Référence 2010, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2009, en pages 136 et 137, 196 et 197 puis en pages 198 et 199 du Document de Référence 2009. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes annuels et consolidés 2009 et 2010 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 29 août 2011



Le Directeur Général,
Vincent TAUPIN

2 Responsables du Contrôle des Comptes

ERNST & YOUNG & Autres

Représenté par Bernard HELLER

Adresse :

41, rue d'Ibry - 92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices.

Date de renouvellement du mandat :

18 mai 2006 pour six exercices

Suppléant : PICARLE et ASSOCIES

Représenté par Denis PICARLE

Adresse :

11, allée de l'Arche, Faubourg de l'Arche - 92 400 Courbevoie

Date de nomination :

18 mai 2006, pour six exercices

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par Jean-Marc MICKELER

Adresse :

185, avenue Charles de Gaulle - 92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement du mandat :

18 mai 2006 pour six exercices

Suppléant : Société BEAS

Représenté par Pascal PINCEMIN

Adresse :

7-9, villa Houssay – 92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement du mandat :

18 mai 2006 pour six exercices

3

Gouvernement d'entreprise

1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2011

Conseil d'Administration	Date 1^{re} nomination	Echéance du mandat Assemblée Générale de mai
Président du Conseil d'Administration		
Jean-François SAMMARCELLI	1 ^{er} janvier 2010	2013
Administrateurs		
Didier ALIX	7 janvier 2010	2012
Christophe BONDUELLE	6 mai 2011	2015
Séverin CABANNES	21 février 2007	2012
Pascal COULON *	23 juillet 2009	2012
Patrick DAHER	15 septembre 2005	2013
Jean-Pierre DHERMANT *	16 novembre 2006	2012
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2015
Philippe HEIM	12 mai 2010	2014
Angéline HOLVOET *	19 décembre 2009	2012
Thierry MULLIEZ	6 mai 2011	2015
Patrick SUET	3 mai 2001	2015
Vincent TAUPIN **	3 novembre 2009	2015

* Administrateur salarié

** Directeur Général

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois depuis le début de l'année 2011 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 6 mai 2011.

Comité Exécutif

Vincent TAUPIN, Directeur Général

Marc BATAVE, Directeur Général Délégué

Jean-Baptiste HUEBER, Directeur du Marketing,

Pierre BONCOURT, Directeur des Ressources Humaines,

Frédéric FIGER, Directeur Financier,

Jean-Louis KLEIN, Directeur de la Direction des Entreprises,

Thierry LUCAS, Directeur des Systèmes d'Information, des Projets et des Opérations Bancaires,

Gilles RENAUDIN, Directeur de la Direction Centrale des Risques,

Odile THOMAZEAU, Secrétaire Générale,

Jérôme FOURRE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. Assemblée Générale du 6 mai 2011

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 890 263 248 euros, divisé en 111 282 906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 6 mai 2011 au Siège Central à Paris 8^{ème}, 59 Boulevard Haussmann.

Seul un actionnaire détenant 10 actions était absent. Etaient donc présents, ou représentés, tous les autres actionnaires totalisant ainsi 111 282 896 actions. Le quorum légalement exigé étant réuni, l'Assemblée a pu se tenir.

- Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées.
- Les comptes 2010 ont été approuvés.
- Deux nouveaux administrateurs ont été nommés :
MM. Christophe BONDUELLE et Thierry MULLIEZ.
- Les mandats de trois administrateurs ont été renouvelés :
MM. Bruno FLICHY, Patrick SUET et Vincent TAUPIN.

Résolutions soumises au vote :

1. Approbation des comptes consolidés,
2. Approbation des comptes individuels et quitus aux Administrateurs,
3. Affectation du résultat,
4. Approbation des conventions réglementées visées aux articles L 225–38 et suivants du Code de Commerce,
5. Renouvellement du mandat de Bruno FLICHY,
6. Renouvellement du mandat de Patrick SUET,
7. Renouvellement du mandat de Vincent TAUPIN,
8. Nomination de Christophe BONDUELLE en qualité d'Administrateur,
9. Nomination de Thierry MULLIEZ en qualité d'Administrateur,
10. Ajustement de l'enveloppe globale des jetons de présence,
11. Pouvoirs.

4 Comptes consolidés au 30 juin 2011

1. Chiffres clés au 30 juin 2011

Groupe : données consolidées

Bilan

(en millions d'euros)	30/06/2011 IAS/IFRS	30/06/2010 IAS/IFRS	Variation % 2011/2010 IAS/IFRS
Dépôts clientèle	25 894,1	20 503,3	+ 26,3
Crédits clientèle	32 449,9	26 383,6	+ 23,0
Capitaux propres ⁽¹⁾	2 492,5	1 981,2	+ 25,8
Encours créances douteuses (montant brut)	1 954,4	1 720,3	+ 13,6
Dépréciations sur créances individualisées	-1 013,9	-853,5	+ 18,8
TOTAL DU BILAN	48 692,3	41 473,0	+ 17,4
ACTIFS GERES ⁽²⁾	27 492,1	24 905,2	+ 10,4

(1) Inclut les résultats en formation.

(2) Hors conservation pour compte de tiers et retraité des OPCVM inclus dans les supports d'assurance-vie.

Résultats

(en millions d'euros)	30/06/2011 IAS/IFRS	30/06/2010 IAS/IFRS	Variation % 2011/2010 IAS/IFRS
Produit Net Bancaire	965,7	804,3	+ 20,1
Résultat Brut d'Exploitation	361,8	283,2	+ 27,8
Résultat courant avant impôt	272,8	194,6	+ 40,2
Bénéfice net (part du Groupe)	174,5	130,8	+ 33,4

Ratios

(en %)	30/06/2011	30/06/2010
Coût du risque / Encours de crédits	0,54 %	0,65 %
Capitaux propres / Total du Bilan	5,12 %	4,78 %
Part des fonds propres durs ⁽²⁾ / Encours pondérés Bâle II ⁽¹⁾	6,68 %	8,54 %

(1) Après application des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers soit avec floor de 80% au 30/06/10 et 30/06/2011.

(2) Incluent les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes.

Notations

		30/06/2011	30/06/2010
Standard and Poor's	CT	A - 1	A - 1
	LT	A +	A +
Fitch	CT	F1 +	F1 +
	LT	A +	A +
	Intrinsèque ^(*)	BC	BC

(*) La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

Contribution du Crédit du Nord (maison mère)

(en millions d'euros)	30/06/2011 IAS/IFRS	30/06/2010 IAS/IFRS	Variation % 2011/2010
Produit Net Bancaire	636,4	596,8	+ 6,6
Résultat Brut d'Exploitation	287,4	254,9	+ 12,8
Résultat net	193,6	185,7	+ 4,3

2. Rapport de gestion

1^{er} semestre 2011

Une croissance économique en Europe sur fond de crise monétaire

La croissance économique mondiale est positive au 1^{er} semestre 2011. Celle-ci reste cependant inégale. Les pays émergents, et en particulier en Asie, connaissent une croissance vigoureuse qui tire le commerce international. En revanche, la croissance des Etats-Unis est inférieure aux anticipations en raison d'un marché immobilier toujours convalescent et des perturbations de la production mondiale liées au tsunami au Japon.

L'Europe est sortie de la récession plus vigoureusement qu'attendu grâce aux investissements en France et aux exportations de l'Allemagne qui bénéficient de la croissance des pays émergents. Pour autant, l'ampleur des déficits a conduit à des restrictions budgétaires fortes dans les pays les plus fragiles de la zone Euro et à alimenter les tensions sur le volet social. La situation économique et financière de la Grèce et, dans une mesure moindre, de l'Italie et du Portugal, ébranle la stabilité monétaire et font peser une menace forte sur la monnaie unique.

Les politiques monétaires sont restées accommodantes aux Etats-Unis alors qu'en Europe, la pression inflationniste a conduit la BCE pour la première fois depuis trois ans à relever son principal taux directeur à deux reprises, le portant à 1,50 % en juillet 2011. Les taux d'intérêt longs ont pour leur part connu une tendance haussière jusqu'à la mi-avril puis ont amorcé une baisse pour atteindre un niveau légèrement supérieur au début d'année. L'OAT 10 ans se situe ainsi à 3,51 % à fin juin contre 3,35 % le 1^{er} janvier 2011.

La France a connu sur le 1^{er} trimestre 2011 une croissance de 1 %, supérieure aux attentes et sur l'ensemble de l'année, le taux de croissance du PIB est attendu à 2,2 %. L'activité est soutenue par le dynamisme du commerce mondial et la consommation des ménages tandis que l'investissement productif des entreprises est relativement soutenu. La situation sur le marché de l'emploi reste toutefois dégradée avec un taux de chômage supérieur à 9 %.

Les indices boursiers ont été marqués par une légère hausse au 1^{er} semestre 2011. La tendance haussière

du début d'année a été interrompue à la mi-mars par le séisme au Japon puis par une période volatile fin juin liée à la crise de la dette grecque. En France, le CAC 40 est en croissance de + 4,7 % sur le 1^{er} semestre, avec une clôture à 3982 points le 30 juin 2011.

Dans un environnement économique porteur mais encore fragile, le Groupe Crédit du Nord maintient une forte dynamique de croissance de son activité et de ses résultats

Au titre du premier semestre 2011, le Groupe Crédit du Nord affiche une croissance de son PNB consolidé de +20,1 % et une progression de son RBE de +27,8 %. Le résultat net part du Groupe s'établit à 174,5 M€, en croissance de +33,4 %. Le ROE s'établit à 14,9 % pour un Tier One de 6,7 %.

Rappelons que les comptes consolidés du Groupe Crédit du Nord au titre du 1^{er} semestre 2010 n'incluaient pas le résultat de la Société Marseillaise de Crédit, acquise en septembre 2010.

Dans le respect des normes comptables IFRS, le Groupe constate dans ses résultats les mouvements de provisions sur les encours de PEL et de CEL, ainsi que la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers.

A périmètre constant et retraité des éléments mentionnés ci-avant, le PNB du Groupe s'inscrit en croissance de +7,4 % au 1^{er} semestre 2011. L'évolution maîtrisée de ses frais généraux, à +2,6 %, permet au Crédit du Nord de présenter une progression du RBE après retraitements de +16,5 %. En conséquence, le coefficient d'exploitation retraité s'améliore de 2,9 point à 62,6 % par rapport à son niveau au 1^{er} semestre 2010. Enfin, l'évolution favorable du coût du risque sur la période (-5,7 %) conduit à une progression du résultat d'exploitation retraité de +27,2 %.

Hors contribution de la SMC, la marge sur dépôts est très bien orientée en 2011 avec une évolution positive de +12,3 %. Elle bénéficie de la poursuite de la dynamique des dépôts à vue sur chacun des marchés et de celle des encours d'épargne réglementée dont la croissance est tirée par les encours sur livrets.

La marge sur crédits est en croissance de +3,4 % (hors SMC), soutenue par le marché des particuliers qui bénéficie de la poursuite d'une bonne dynamique en termes de productions de crédits immobiliers. La légère hausse des marges et la stabilité des encours de prêts personnels permettent une croissance des revenus associés sur un an. La reprise des besoins de financement de leurs investissements productifs par les entreprises se confirme. L'environnement de marché reste néanmoins très concurrentiel et continue à peser sur le niveau des marges à la production.

La progression des commissions de services est soutenue, à +4,7 % (hors SMC). Elles bénéficient à nouveau du développement des fonds de commerce et des efforts continus d'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits et services bancaires et d'assurance.

Dans un contexte d'incertitude lié à la l'évolution des marchés monétaires et financiers, les commissions financières du Groupe sont en hausse de +1,6 % (hors SMC). Les commissions d'assurance vie sont dynamiques et tirées par la croissance vigoureuse de l'encours. A contrario, les commissions sur OPCVM s'affichent en repli, les rendements des SICAV monétaires étant fortement impactés par la faiblesse des taux courts et la contraction des volumes.

La Société Marseillaise de Crédit se présente comme un relais de croissance majeur pour les années à venir

La Société Marseillaise de Crédit affiche une activité et des résultats en croissance au 1^{er} semestre 2011. La conquête est dynamique tant sur le marché des particuliers que sur celui des professionnels et des entreprises. La banque dispose d'un réseau de 144 agences dans le Sud de la France dont le dispositif est amené à s'étendre dans le cadre de son intégration au sein du Groupe Crédit du Nord.

La SMC offre un potentiel de développement important pour le Groupe Crédit du Nord sur l'ensemble de ses marchés ; en particulier en matière de crédits immobiliers dont la production a crû de 33,1 % au 1^{er} semestre 2011 confirmant le potentiel de croissance attendu. Le 1^{er} semestre a été par ailleurs marqué par le déploiement à la SMC de l'offre du Crédit du Nord en matière d'assurance-vie et d'OPCVM. Sur le marché des professionnels et des entreprises, le crédit-bail mobilier, l'affacturage, et l'épargne salariale sont désormais offerts

aux clients de la SMC. Cette extension de l'offre produit devrait rapidement se traduire par une augmentation des revenus générés sur ces deux marchés.

En parallèle, le Crédit du Nord continue de tirer parti de son plan d'ouverture d'agences 2004-2010

Le Crédit du Nord a lancé au milieu des années deux mille un ambitieux programme d'ouvertures d'agences.

En cinq ans, près de 150 nouvelles agences ont été ouvertes dans des zones à fort potentiel, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ces agences ont permis à un certain nombre de clients particuliers de grandes métropoles, et plus particulièrement d'Ile-de-France, de transférer leurs comptes dans une agence proche de leur lieu de résidence, et ainsi de profiter d'une plus grande proximité dans leur relation bancaire.

En réalisant près de 16,7 % de la conquête de nouveaux clients particuliers et professionnels du Groupe au 1^{er} semestre 2011, les nouvelles agences participent désormais de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Crédit du Nord.

Leurs fonds de commerce disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires et leur développement constitue un réel relai de croissance pour les années à venir.

Le Crédit du Nord poursuit la mise en œuvre de projets améliorant l'efficacité commerciale et la satisfaction client

Le Crédit du Nord achève la mise en œuvre des chantiers techniques ou d'infrastructure engagés depuis plusieurs années, et pose les jalons de nouveaux projets de rénovation qui se réaliseront avec les réseaux de détail de la Société Générale.

Le poste de travail en agence continue d'être enrichi de nouvelles fonctionnalités avec l'intégration de nouvelles situations de travail et de nouveaux produits et services.

Au 1^{er} semestre, des fonctionnalités relatives à la prévention des dépassements et permettant d'anticiper la détérioration de la trésorerie des clients professionnels et entreprises ont été introduites dans le poste de travail. De nouveaux modèles de notations et des informations financières plus détaillées sont désormais disponibles. Enfin, les contrats internet des clients professionnels ont été intégrés dans le poste de travail.

Sur le plan commercial, les travaux d'enrichissement de l'offre Multicanal se sont poursuivis au 1^{er} semestre 2011, conduisant plus spécifiquement à permettre aux clients particuliers de gérer en ligne les bénéficiaires de leurs virements. Les professionnels et les entreprises disposent par ailleurs de nouveaux sites Internet plus ergonomiques et permettant de gérer les virements domestiques et de visualiser en ligne les chèques impayés.

L'outil de pilotage commercial, déployé depuis 2 ans et s'appuyant sur une base de données unique, continue d'être enrichi de nouvelles informations.

Les travaux du projet « Convergence » visant à construire un système d'information commun avec Société Générale sont en cours. Ils prévoient, au cours du 2^{ème} semestre 2011, le déploiement des premières versions du Poste de travail commun, la convergence vers un chef de file unique de la connexion aux systèmes de place Core et Step2 et la mutualisation des plateformes SWIFT. La mise en commun des applicatifs de gestion des contrats et d'octroi de crédits aura lieu à partir de 2012.

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses filiales bancaires hors la SMC qui a été intégrée le 30 septembre 2010.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Poursuite du développement du fonds de commerce

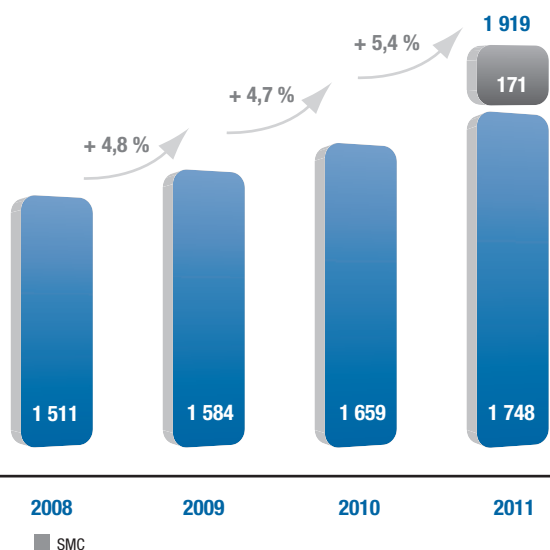
La croissance du fonds de commerce de **particuliers** s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2011, avec une évolution de plus 48 000 clients depuis début 2011, soit une croissance de 5,4 % en rythme annuel. Au 30 juin 2011, le fonds de commerce compte 1,920 million de clients particuliers dont 171 000 au titre de la SMC.

La progression du fonds de commerce bénéficie des efforts de conquête de nouveaux clients, notamment via la recommandation et le crédit à l'habitat, et de la prévention des départs ainsi que de l'apport des nouvelles agences.

FOND DE COMMERCE PARTICULIERS

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers) — Evolution hors SMC



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

Cette croissance s'accompagne d'une intensification du rythme de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits et plus se maintient à un niveau élevé de 48,0 %.

Le livret A continue de collecter dans un contexte de hausse du taux de rémunération de 25 bps le 1^{er} février, à 2 %. Au 1^{er} semestre 2011, près de 54 000 livrets A ont été ouverts par nos clients ou leurs enfants, ce qui porte à près de 283 000 le nombre de livrets A commercialisés par le Crédit du Nord depuis son lancement. Au 30 juin 2011, le montant d'épargne confiée sous cette forme totalise 1,4 Md€ y compris SMC.

Dans le domaine de l'assurance vie, le bon accueil reçu par Etoile Cliquet 90, fonds diversifié garanti en capital et éligible aux supports en Unités de Comptes a permis de collecter 176 M€ depuis le 1^{er} janvier 2011 sur ce support. Dans le même temps, la collecte des fonds Antarius Duo et Antarius Sélection se poursuit avec près de 24 000 contrats vendus au 1^{er} semestre 2011.

Enfin le 1^{er} semestre s'est caractérisé par le succès des contrats de prévoyance et d'assurance dommages avec près de 60 000 contrats vendus sur la période, avec une croissance particulièrement dynamique pour les contrats Antarius Protection et Protection Juridique.

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression avec plus de 77 000 nouveaux contrats internet ouverts au 1^{er} semestre 2011. Les contrats internet sont désormais gratuits pour les particuliers détenant les packages.

Le développement de la clientèle de **professionnels** reste un axe majeur de développement pour le Crédit du Nord avec une conquête qui se développe à un rythme prononcé. Le fonds de commerce compte près de 200 000 clients dont 19 600 au titre de la SMC. Le nombre de comptes à vue progresse de 2,4 % sur un an lié notamment à l'apport des nouvelles agences et au dynamisme du réseau. Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif spécifique de proximité du Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation, par le maintien d'un service de caisse dans toutes les agences, et par une offre adaptée.

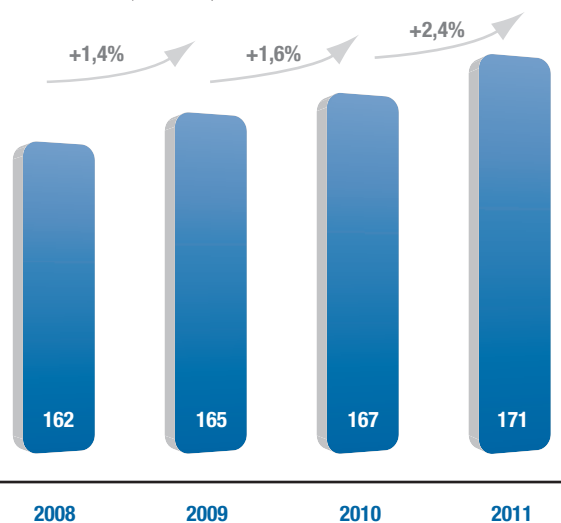
L'équipement de la clientèle se poursuit avec le succès de l'offre packagée Convention Alliance détenue par 61,2 % des clients professionnels. Par ailleurs, près d'un client professionnel sur deux est en relation à la fois commerciale et privée. Le contrat Sécurité Bleue Pro se développe toujours avec succès, avec plus de 26 000 contrats commercialisés au 1^{er} semestre 2011. Le stock de contrats augmente de 20,2 % sur un an.

Le nombre de Plans d'Épargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales est en progression toujours forte de 16,4 % sur un an. L'accès à la Banque via le site Internet dédié aux professionnels connaît une hausse d'activité de 8,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2010, et près de 6,5 millions de connexions.

COMPTE A VUE PROFESSIONNELS

(au 30 juin)

Nombre de CAV (en milliers)



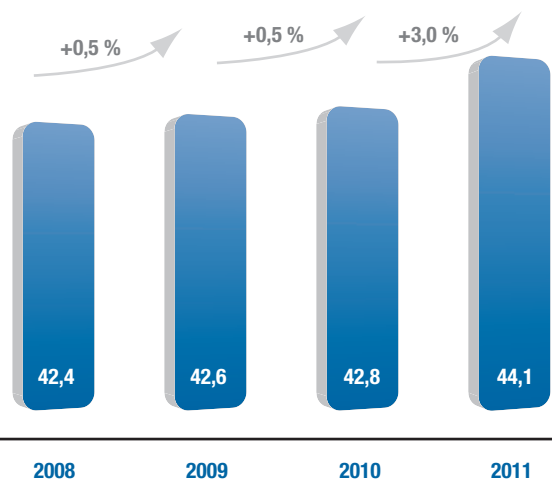
Le fonds de commerce **d'entreprises** compte 46 100 clients dont 8 400 au titre de la SMC. Le nombre de comptes à vue augmente de 3,0 % sur un an (hors SMC).

Plus de trois entreprises sur quatre sont détentrices d'un contrat Internet actif. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux entreprises représente près de 2,2 millions de connexions au 1^{er} semestre 2011, en hausse de 7,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2010.

COMPTE A VUE ENTREPRISES

(au 30 juin)

Nombre de CAV (en milliers)



Lancement de nouveaux produits et baromètre de satisfaction confirmé

De nouveaux produits et services ont été lancés au 1^{er} semestre 2011. L'enveloppe de crédit renouvelable à destination des professionnels, Facilinvest, a été commercialisée en janvier 2011 et connaît un franc succès avec plus de 2 800 contrats vendus à fin juin. La carte Débit/Crédit à destination des particuliers a été lancée en mai. Elle permet de choisir l'option de règlement au comptant ou à crédit, pour chaque opération, aussi bien sur les TPE des commerçants que dans les distributeurs.

Le baromètre ⁽¹⁾ concurrentiel de mesure de la satisfaction clientèle, réalisé au printemps 2011 auprès d'échantillons représentatifs de clients sur tous ses marchés, a positionné à nouveau le Crédit du Nord en tête des principales banques françaises sur le marché de particuliers et ce, sur plusieurs thèmes cités : satisfaction globale client, image, agence, produits et services. Par ailleurs, le Crédit du Nord est en tête du baromètre sur le marché des entreprises en terme de satisfaction globale, d'image, d'agence et de conseiller. Sur le marché des professionnels, la banque se situe parmi les meilleurs établissements de la place. Les résultats de ce baromètre sont le reflet de l'excellente qualité de notre relation avec nos clients, cœur de notre modèle de développement.

(1) Source : institut de sondage CSA, Mars-Avril 2011, baromètre concurrentiel (sondage téléphonique).

Les encours d'épargne en forte progression

Les encours d'épargne ont sensiblement progressé au 1^{er} semestre 2011, avec un arbitrage de la clientèle qui se poursuit en faveur de l'épargne bilantielle. Le ratio « loan to deposit », qui mesure le rapport entre encours de crédits et de dépôts, est stable au 1^{er} semestre à 120 %, y compris SMC, les concours à la clientèle ayant été financés par la collecte de dépôts.

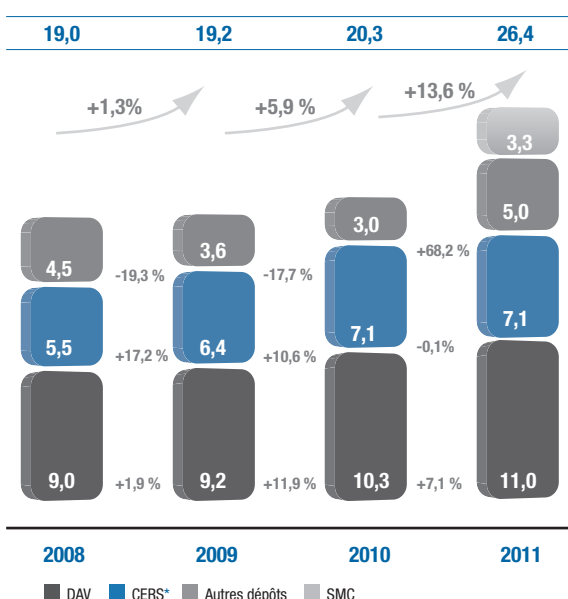
Grâce à cette collecte nouvelle toujours soutenue, les encours d'épargne confiés (bilan et hors bilan) au 30 juin 2011 sont en progression de 4,2 % sur un an hors SMC.

Les encours de dépôts à vue s'inscrivent en hausse significative de 5,2 % sur le marché de particuliers ainsi que sur les marchés de professionnels et d'entreprises avec + 8,8 % sur un an, et bénéficient de la décollecte des OPCVM monétaires, toujours peu attractifs malgré la légère remontée des taux courts. Par ailleurs, le niveau de rémunération des produits d'épargne réglementée, qui restent relativement bas, a conduit les ménages à accroître les niveaux de liquidité sur leurs comptes à vue. Y compris SMC les dépôts bilantiels s'élèvent à 26,4 Md€ à fin juin 2011.

ENCOURS DE DEPOTS BILANTIELS

(au 30 juin)

(en Md€) - Evolution hors SMC



* CERS : Comptes d'Épargne à Régime Spécial (comptes sur livret, livrets de développement durable...) ou assimilés (épargne logement).

A contrario, les volumes de comptes à terme des particuliers sont en hausse de 6,8 % sur un an, tirés par le succès de la formule progressive Thésauris. Ces capitaux sont venus alimenter les contrats d'assurance vie en euros ou ont été réinvestis en épargne bancaire à court terme.

A cet égard, la collecte de livret A, commercialisé depuis début 2009, est significative. L'encours atteint près de 1,4 Md€ y compris SMC, à fin juin 2011. La SMC a aussi été particulièrement dynamique en matière de collecte sur livrets, portant l'encours du Groupe Crédit du Nord à près de 7,7 Md€ à fin juin 2011.

L'encours d'épargne logement poursuit sa croissance à +2,6 % sur un an.

Enfin, l'ouverture du compte sur livret aux institutionnels il y a un an et la commercialisation du compte à terme à taux progressif auprès des entreprises ont permis de collecter sur ces deux marchés un volume d'épargne bilantielle de près de 1,8 Md€ sur un an, provenant notamment des OPCVM monétaires.

Au global, les encours d'épargne gérée progressent de 4,2 % (bilan et hors bilan) sur un an pour atteindre 47,3 Md€. Y compris SMC, ces encours s'élèvent à 53,9 Md€.

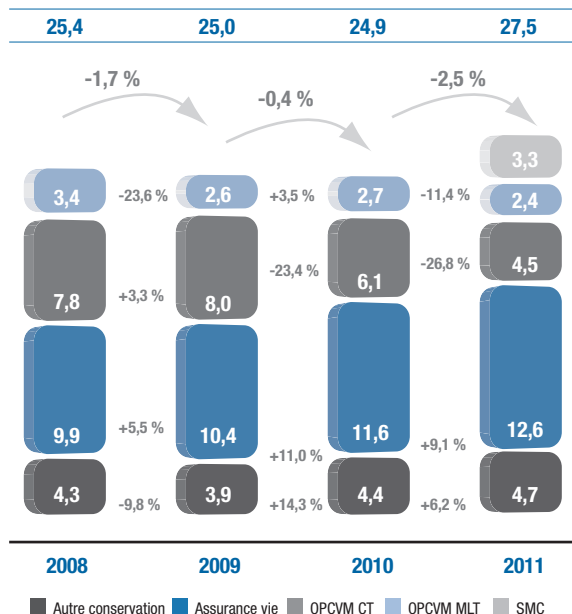
Dans le domaine de l'assurance-vie, la collecte brute progresse fortement (+22,1 % sur un an) en dépit de la référence élevée du début d'année 2010. La part des contrats en unité de compte par rapport à celle des contrats en euros reste limitée mais s'améliore avec le succès d'Etoile Cliquet 90. La collecte nette d'assurance vie ressort à 445 M€ en 2011, et l'encours d'assurance vie progresse de 9,1 % sur un an. Y compris SMC, les encours d'assurance-vie s'élèvent à 14,8 Md€.

Les encours d'OPCVM à moyen et long terme sont en baisse de 11,4 % sur un an. En dépit d'une production tirée par la commercialisation du fonds diversifié « Etoile Cliquet 90 », la collecte nette d'OPCVM à moyen et long terme est légèrement négative au 1^{er} semestre 2011. Y compris SMC, les encours d'OPCVM à moyen et long terme s'élèvent à 2,6 Md€.

ENCOURS D'EPARGNE HORS BILAN

(au 30 juin)

(en Md€) - Evolution hors SMC



Fin juin 2011, l'encours d'OPCVM à court terme est en repli de 26,8 % sur un an, les rendements des SICAV monétaires étant fortement impactés par la faiblesse des taux courts. Y compris SMC, les encours d'OPCVM à court terme s'élèvent à 4,8 Md€.

Les OPCVM monétaires dédiés aux clientèles de particuliers et de professionnels reculent de 22,2 % compte tenu du niveau particulièrement bas des taux d'intérêt à court terme conduisant à des arbitrages de la clientèle en faveur des formules d'épargne bancaire.

Les souscriptions par les clientèles d'entreprises ont également fortement diminué. L'encours d'OPCVM court terme des entreprises et des institutionnels affichent un repli de 28,6 % sur un an, venant alimenter en contrepartie l'épargne bilantielle.

La détention de titres en direct augmente de 6,2 % en valeur au 30 juin 2011.

Des productions de crédits aux particuliers toujours soutenues dans un contexte de taux bas

Les productions de crédits à l'habitat sont toujours soutenues dans un contexte de taux bas, même si elles ralentissent en fin de période. Le montant total des décaissements, y compris SMC, atteint le niveau élevé de 2,8 Md€ au 1^{er} semestre 2011, soit près du double du niveau du 1^{er} semestre 2010. L'encours de crédits à l'habitat progresse ainsi de 21,2 % sur un an et s'établit à 14,5 Md€. Y compris SMC, les encours de crédits à l'habitat s'élèvent à 15,8 Md€.

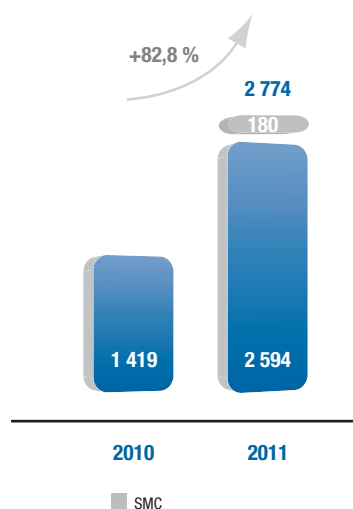
Au-delà de la recommandation, qui constitue le principal vecteur de conquête au Crédit du Nord, le crédit à l'habitat permet de soutenir la croissance du fonds de commerce, avec 13,4 % des entrées en relation du 1^{er} semestre 2011.

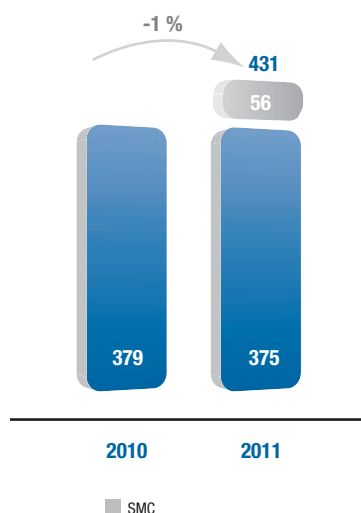
Dans ce contexte de marché actif, le Crédit du Nord continue de mener une politique sélective en matière de risque, même si les critères d'octroi, volontairement durcis en début de crise, ont été légèrement assouplis, en fixant des seuils d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées inférieures à 25 ans.

PRODUCTION DE CREDITS A L'HABITAT

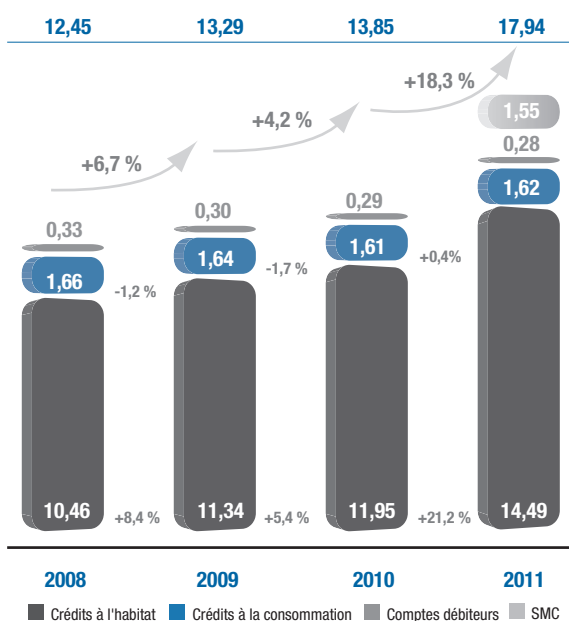
(au 30 juin)

(en millions d'euros) - Evolution hors SMC



PRODUCTION DE PRETS PERSONNELS**(au 30 juin)***(en millions d'euros) - Evolution hors SMC*

Les productions de prêts personnels ont été toniques en début d'année mais ont ralenti en fin de période. Au total, l'encours est en légère progression sur un an à 0,6 %. Y compris SMC, les encours de prêts personnels s'élèvent à 1,6 Md€.

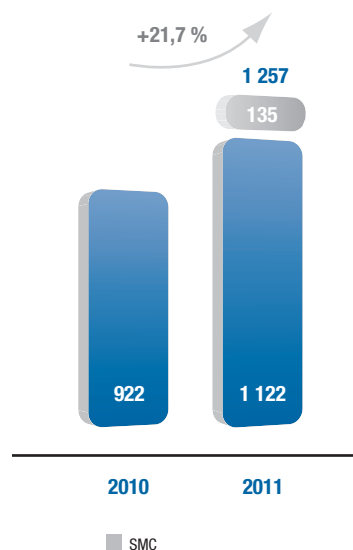
ENCOURS DE CREDITS AUX PARTICULIERS**(au 30 juin)***(en milliards d'euros) - Evolution hors SMC*

L'utilisation des crédits revolving reste atone en 2011. L'encours affiche un très léger repli de 0,7 % sur un an. Cette tendance porte à la fois sur l'activation des contrats existants et sur la commercialisation de nouveaux contrats et résulte, pour partie, de la mise en œuvre de la nouvelle Directive sur le crédit à la consommation.

Des productions de crédits aux entreprises ⁽¹⁾ soutenues par le redémarrage de l'économie

Le redémarrage de l'investissement productif des entreprises se confirme au 1^{er} semestre 2011, tiré par le retour de la croissance de la production industrielle.

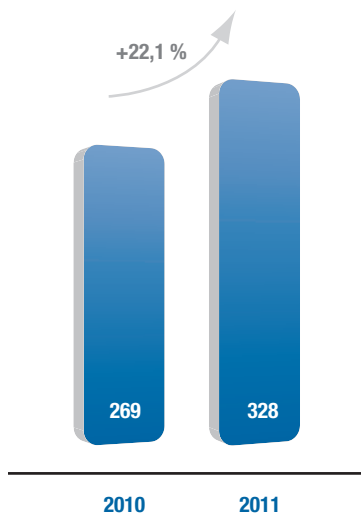
La reprise de la demande et le niveau toujours bas des taux d'intérêt conduisent à une progression de 21,7 % des décaissements de crédits d'équipement sur le 1^{er} semestre.

PRODUCTION DE CREDITS D'EQUIPEMENT ⁽²⁾**(au 30 juin)***(en millions d'euros) - Evolution hors SMC*⁽¹⁾ Et assimilées : entreprises, professionnels et institutionnels.⁽²⁾ Y compris financements spécialisés.

PRODUCTION DE CREDIT-BAIL MOBILIER

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



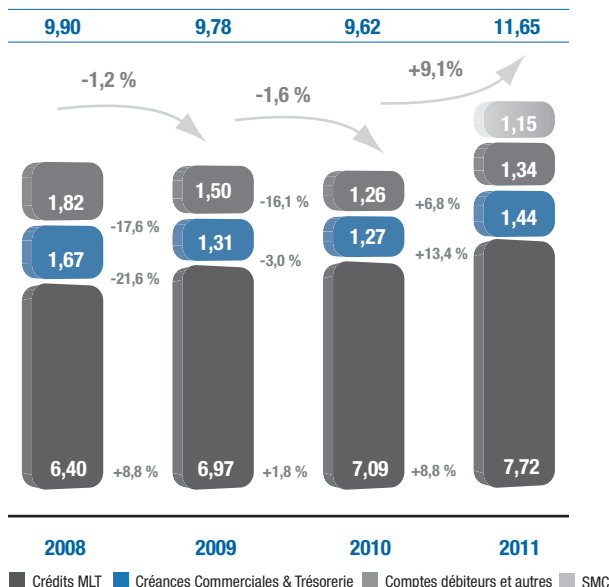
Les productions de crédit bail mobilier se poursuivent également à un rythme élevé ; elles s'inscrivent en hausse de 22,1 % au 1^{er} semestre 2011. Cette activité traduit une volonté stratégique de développer les financements des entreprises sous cette forme. Les encours de crédit bail mobilier affichent par conséquent une progression de 6,4 % sur un an.

Après une année 2010 impactée par l'assainissement de la situation financière des entreprises, le 1^{er} semestre 2011 marque le retour des utilisations de crédits à court terme, en particulier au 2^{ème} trimestre. Le montant des concours à court terme aux entreprises est en progression de 10,1 % sur un an.

ENCOURS DE CREDITS AUX ENTREPRISES

(au 30 juin)

(en milliards d'euros) - Evolution hors SMC



Évolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Rappelons que le périmètre de consolidation du Groupe a enregistré l'acquisition de la Société Marseillaise de Crédit à compter du 30 septembre 2010, date de première consolidation. Le détail des évolutions du périmètre de consolidation est présenté dans la note 2 des annexes aux comptes consolidés.

Afin de fournir une approche économique de la performance financière, les commentaires qui suivent portent sur les évolutions à périmètre constant. Ainsi, la contribution de SMC au cours du premier semestre 2011 est retraitée.

Sont également retraités les effets de l'application des normes IFRS relatifs aux engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement et à la valorisation en juste valeur des passifs financiers.

(en millions d'euros) (y compris variation de la provision PEL/CEL)	30/06/2011	30/06/2010	Variation % 2011/2010
Intérêts nets et revenus divers	556,5	447,9	+ 24,2
Commissions nettes	409,3	356,4	+ 14,8
PNB	965,7	804,3	+ 20,1

Le PNB comptable du Groupe Crédit du Nord est en progression de +20,1 %. Après retraitement des effets liés aux changements de périmètre de consolidation, des provisions PEL et CEL ainsi que de la valorisation en juste valeur des passifs financiers, la croissance du PNB est ramenée à +7,4 %.

Cette évolution favorable s'appuie tant sur la dynamique des marges commerciales que sur la résilience du commissionnement dans un contexte de marché qui demeure difficile et soumis à de fortes contraintes concurrentielles.

L'analyse de gestion de la marge commerciale couvre l'ensemble des banques du Groupe Crédit du Nord. Elle s'inscrit ainsi en progression hors SMC de +8,7 % sur le semestre, soit +33,6 M€. Cette appréciation résulte aussi bien du fort dynamisme de l'activité de dépôt que de la bonne tenue des productions de crédit.

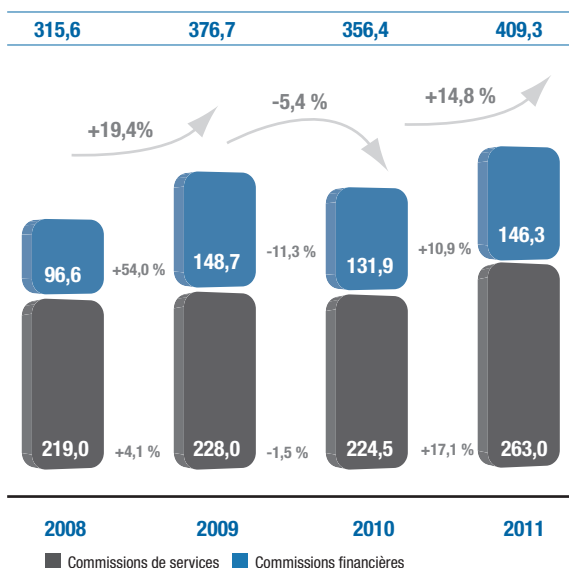
La marge sur dépôt croît de +12,3 %, soit +28,3 M€, portée par une forte progression des encours de dépôts à vue sur l'ensemble des segments de clientèle, à +10,6 %, qui limite l'impact défavorable de la hausse du taux du Livret A depuis le 30 juin 2010.

La marge sur crédits croît de +3,4 %, soit +5,3 M€, bénéficiant d'un effet volume favorable, malgré une légère érosion des encours de créances commerciales de -1,9 %. Par ailleurs, la demande de crédits des particuliers demeure vigoureuse, notamment les crédits à l'habitat sur lesquels la marge commerciale progresse de +9,0 % par rapport à 2010 pour un encours en hausse de +19,6 %. Sur le marché des entreprises, la marge sur crédits est portée par la reprise des crédits à court terme malgré un environnement toujours incertain et une érosion sur les niveaux de marge. La demande pour les financements à moyen et long terme observée au second semestre 2010 se confirme avec des encours en augmentation de +8,3 % et une marge commerciale associée qui progresse dans le même temps de +10,3 %.

Après retraitement des éléments présentés en introduction, les intérêts nets et revenus divers sont en progression de +10,6 %.

COMMISSIONS NETTES**(au 30 juin)**

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Les commissions nettes consolidées retraitées s'affichent en progression de +3,5 %. Les commissions de services s'inscrivent quand à elles en hausse de +4,7 % par rapport à 2010, grâce à une activité commerciale soutenue sur l'ensemble des marchés de clientèle au cours de ce premier semestre 2011.

Les commissions financières s'inscrivent en hausse de +1,6 %, soutenues par les commissions de placement et d'arbitrage sur produits d'assurance vie et malgré des commissions de gestion OPCVM défavorablement impactées par la baisse des taux courts.

Les frais généraux

(en millions d'euros)

	30/06/2011	30/06/2010	Variation % 2011/2010
Charges de personnel	361,1	320,0	+ 12,8
Impôts et taxes	15,8	18,3	- 13,7
Autres charges	182,7	144,4	+ 26,5
Amortissements	44,3	38,4	+ 15,4
TOTAL FRAIS GENERAUX	603,9	521,1	+ 15,9

Les frais généraux comptables sont en hausse de +15,9 %. Retraités de la contribution de la Société Marseillaise de Crédits en 2011, ils s'établissent à 535,0 M€ sur le premier semestre de 2011, en progression de +2,6 % par rapport à la même période de 2010.

L'effectif en activité est en recul de -3,3 %, expliqué par le transfert des effectifs la Direction des Systèmes d'Information du Crédit du Nord vers la Direction commune des Systèmes d'Information (SIOP) créée en mai 2011 avec Société Générale. Ce transfert a concerné 283 personnes. Retraités de la contribution de la Société Marseillaise de

Crédit en 2011, les charges de personnel ne sont qu'en légère croissance à +1,0 % en raison principalement du changement de comptabilisation des frais liés à la Direction des Systèmes d'Information, dont la facturation par la plateforme commune SIOP est désormais inscrite en autres charges. En conséquence, hors SMC les autres charges progressent de +9,8 % par rapport à 2010.

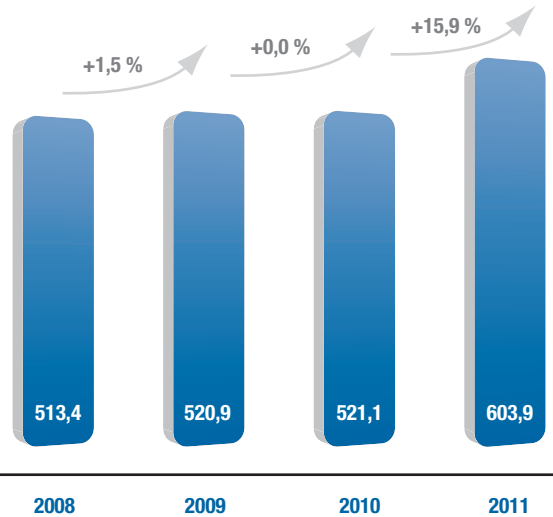
Les impôts et taxes sont en recul de -12,2 % hors SMC, compte tenu d'une référence 2010 impactée par la comptabilisation d'une charge au titre de pénalités associées aux obligations du Groupe en tant qu'établissement payeur.

	30/06/2011	30/06/2010	Variation % 2011/2010
Effectif en activité proraté Groupe	8 659	7 771	+ 11,4
Effectif en activité proraté Groupe (hors SMC)	7 512	7 771	- 3,3

CHARGES D'EXPLOITATION

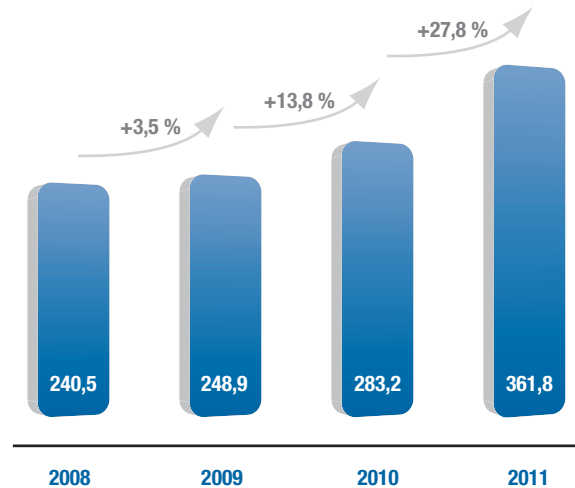
(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)

**RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION**

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Le RBE comptable s'établit en croissance de +27,8 %. Retraité des éléments décrits en introduction et à périmètre constant il ressort à 319,9 M€, en croissance de +16,5 % par rapport à 2010.

Le résultat brut d'exploitation

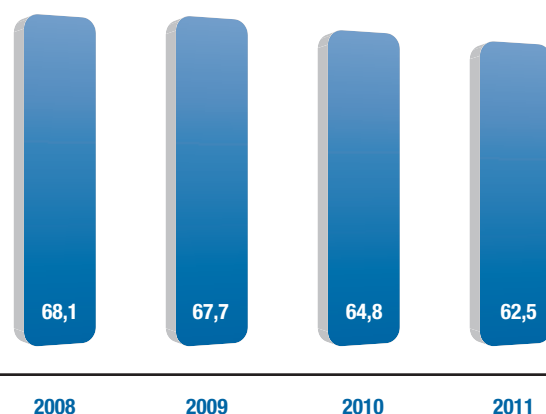
(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	Variation % 2011/2010
PNB	965,7	804,3	+ 20,1
Frais généraux	-603,9	-521,1	+ 15,9
RBE	361,8	283,2	+ 27,8

Le coefficient d'exploitation comptable s'améliore de 2,3 points par rapport à 2010. A périmètre constant et après retraitement des éléments mentionnés en introduction, le rapport des frais généraux ramené au PNB s'améliore de 2,9 points à 62,6 % au premier semestre 2011 contre 65,5 % au premier semestre 2010. Il illustre ainsi la bonne performance opérationnelle du Groupe en 2011.

COEFFICIENT D'EXPLOITATION

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %)



Le coût du risque

Le coût du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord retraité de SMC, s'élève à 84,0 M€ ⁽²⁾ au 30 juin 2011 contre 89,2 M€ au 30 juin 2010 et 102,8 M€ au 30 juin 2009. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation (0,55 %) est en baisse de 10 points par rapport au premier semestre 2010.

Cette évolution traduit une amélioration sur nos clients, et plus spécialement les PME, du contexte économique. Cette amélioration connaît toutefois un ralentissement depuis le dernier trimestre 2010.

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
Coût du risque	-89,8	-89,2	-102,8
Encours de crédits	33 518,9	27 269,9	26 159,5
Coût du risque sur encours	0,54 %	0,65 %	0,79 %

L'activité de crédit du Groupe Crédit du Nord est orientée sur une clientèle française, dont l'environnement économique, après s'être fortement détérioré en 2009, s'est amélioré de manière contrastée en 2010 et au 1^{er} semestre 2011. Le tissu des entreprises hexagonales, et notamment les plus petites d'entre-elles, reste toujours affecté, et 2011 a encore enregistré un niveau élevé de défaillances d'entreprises. Le coût du risque du Groupe traduit ces évolutions conjoncturelles : sinistralité toujours importante sur les TPE (fragilisées par la longueur de la crise), mais assez nette baisse du nombre d'entrées en

défaut sur les PME. Le coût du risque sur la clientèle de Particuliers reste pour sa part très faible.

Dans ce contexte, le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux s'établit à 5,8 % (en baisse par rapport au 30 juin 2010).

Le groupe a maintenu sa politique habituelle de provisionnement, le taux de couverture de ses encours douteux restant globalement stable sur 6 mois après s'être amélioré en 2010. Il a par ailleurs poursuivi son effort de provisionnement collectif sur les portefeuilles de crédits sains.

(1) Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties. Par application des normes IFRS, le coût du risque intègre l'effet d'actualisation lié au délai de récupération des flux de trésorerie attachés aux créances douteuses (principal et intérêts).

(2) Dont 9,8 M€ de provisions sur actifs non liées à l'activité de crédit.

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2009
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	1 954,4	1 720,3	1 540,0
Dépréciations sur créances individualisées	-1 013,9	-853,5	-732,1
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	5,8%	6,3%	5,9%
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	2,9%	3,3%	3,2%
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux (y compris crédit-bail)*	65,0%	60,0%	59,5%

* Net des sûretés reçues sur encours douteux et hors SMC.

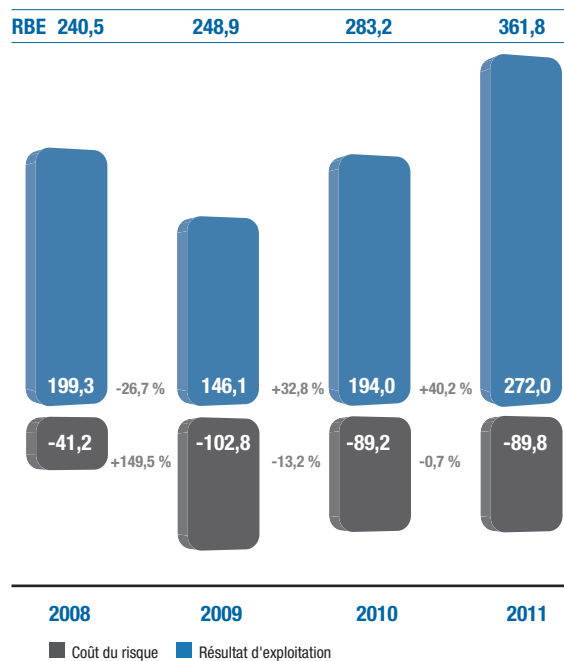
Le résultat d'exploitation

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord, retraité des effets liés aux changements de périmètre de consolidation, atteint 235,9 M€ en 2011, en progression de 27,2 % par rapport à 2010. Hors retraitements précités, le résultat d'exploitation est en croissance de 40,2 %.

RESULTAT D'EXPLOITATION

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Le résultat courant avant IS

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	Variation % 2011/2010
RBE	361,8	283,2	+ 27,8
Coût du risque	-89,8	-89,2	+ 0,7
RESULTAT D'EXPLOITATION	272,0	194,0	+ 40,2
Résultat en équivalence	0,4	0,4	+ 0,0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,4	0,2	+ 100,0
RESULTAT COURANT AVANT IS	272,8	194,6	+ 40,2

Le résultat net

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	Variation % 2011/2010
RESULTAT COURANT AVANT IS	272,8	194,6	+ 40,2
Impôt sur les sociétés	-94,1	-60,3	+ 56,1
Intérêts minoritaires	-4,2	-3,5	+ 20,0
RESULTAT NET PART DU GROUPE	174,5	130,8	+ 33,4

Le résultat net part du Groupe s'affiche à 174,5 M€, en hausse de +33,4 % par rapport à 2010. Toutefois, retraité des effets périmètre et éléments indiqués en introduction, il s'inscrit en progression de 20,2 % à 150,4 M€.

Perspectives d'avenir

Dans un environnement globalement plus porteur, le Crédit du Nord poursuit la croissance dynamique de ses résultats. Retraité des effets liés aux changements de périmètre de consolidation, des provisions PEL et CEL ainsi que de la valorisation en juste valeur des passifs financiers, son PNB affiche une progression de +7,4 % sur le 1^{er} semestre 2011 et son RBE augmente de +16,5 % grâce à une bonne maîtrise de ses frais généraux. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,9 points. Le coût du risque recule pour sa part de plus de -5,7 %.

Le Groupe Crédit du Nord poursuit son développement commercial avec une croissance de l'ensemble de ses fonds de commerce.

Cette performance valide la qualité de son modèle fondé sur la proximité avec le client et une répartition équilibrée de son portefeuille d'activités entre les marchés de particuliers, de professionnels, et d'entreprises.

Sur la deuxième partie de l'année 2011, l'évolution des revenus sera obérée par une nouvelle hausse du taux du Livret A le 1^{er} août, et par les nouvelles contraintes réglementaires notamment en matière de crédit à la consommation et de baisse des commissions monétiques d'interchange à compter du 1^{er} octobre.

A l'inverse, les particuliers devraient continuer à alimenter leur épargne liquide dans un contexte financier très incertain marqué par la crise grecque. Par ailleurs, le crédit aux entreprises devrait continuer de confirmer sa reprise dans un environnement économique plus favorable.

Dans ce contexte, le Crédit du Nord continuera de tirer parti de ses relais de croissance. Les 152 agences ouvertes entre 2004 et 2010 participent désormais de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Groupe. Elles disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires.

L'intégration et le développement de la Société Marseillaise de Crédit s'inscrivent dans la poursuite de cette stratégie de croissance. Bénéficiant d'un fort ancrage régional et d'une marque reconnue, la Société Marseillaise de Crédit permet au Crédit du Nord de constituer un acteur de référence, avec environ 4 % de parts de marché dans le Sud de la France, région particulièrement porteuse sur le plan économique et démographique. Le Crédit du Nord s'appuiera sur cette marque forte pour accélérer son développement dans le Sud de la France.

Parallèlement, le Crédit du Nord est engagé dans le projet « Convergence » lancé avec la Société Générale en 2010, et visant à construire un système d'information commun aux banques de détail du Groupe et s'appuyant sur les meilleurs actifs de chacun des réseaux. La première étape de ce projet s'est concrétisée le 2 mai 2011 par la création d'une Direction commune des Systèmes d'Information (SIOP). Ce projet devrait contribuer à améliorer encore l'efficacité commerciale et l'offre produit en faveur de la clientèle et, à moyen terme, à accélérer la baisse du coefficient d'exploitation du Groupe.

3. Etats de synthèse

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Caisse, banques centrales		1 353,1	931,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 461,8	1 462,9
Instruments dérivés de couverture	4	562,3	472,4
Actifs financiers disponibles à la vente	5	5 894,2	6 346,8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6	5 040,2	4 410,4
Prêts et créances sur la clientèle	7	30 323,6	28 636,3
Opérations de location-financement et assimilées		2 040,0	1 962,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		86,3	134,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		46,4	46,1
Actifs d'impôts		257,9	306,7
Autres actifs		491,1	521,1
Participations dans les entreprises mises en équivalence		8,3	8,1
Immobilisations corporelles et incorporelles		619,1	532,4
Ecarts d'acquisition	8	508,0	564,7
TOTAL		48 692,3	46 336,4

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 152,6	978,8
Instruments dérivés de couverture	4	586,5	471,5
Dettes envers les établissements de crédit	10	2 219,4	3 418,0
Dettes envers la clientèle	11	25 973,2	24 282,1
Dettes représentées par un titre	12	9 296,6	8 241,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-79,1	-11,9
Passifs d'impôts		552,3	609,6
Autres passifs		1 064,4	1 105,2
Provisions techniques des entreprises d'assurance		4 495,9	4 252,0
Provisions	9	197,5	189,1
Dettes subordonnées		740,5	474,3
TOTAL DETTES		46 199,8	44 010,2
Capital souscrit		890,3	890,3
Instruments de capitaux propres et réserves liées		143,7	127,0
Réserves consolidées		1 157,5	906,9
Résultat de l'exercice		174,5	263,4
Sous-total		2 366,0	2 187,6
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	13	63,8	76,4
Sous-total capitaux propres part du Groupe		2 429,8	2 264,0
Participations ne donnant pas le contrôle		62,7	62,2
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 492,5	2 326,2
TOTAL		48 692,3	46 336,4

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Intérêts et produits assimilés	14	986,6	825,8	1 609,0
Intérêts et charges assimilées	14	-441,4	-401,6	-713,7
Dividendes sur titres à revenu variable		8,7	8,4	9,8
Commissions (produits)	15	479,5	417,3	865,6
Commissions (charges)	15	-70,2	-60,9	-124,7
Résultat net des opérations financières		-0,1	12,0	4,8
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	16	-0,1	9,3	-2,3
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	17	-	2,7	7,1
Produits des autres activités		10,8	10,6	29,7
Charges des autres activités		-8,2	-7,3	-22,7
Produit net bancaire		965,7	804,3	1 657,8
Frais de personnel	18	-361,1	-320,0	-663,0
Impôts et taxes		-15,8	-18,3	-23,2
Autres charges		-182,7	-144,4	-323,3
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-44,3	-38,4	-81,2
Total frais généraux		-603,9	-521,1	-1 090,7
Résultat brut d'exploitation		361,8	283,2	567,1
Coût du risque	20	-89,8	-89,2	-176,0
Résultat d'exploitation		272,0	194,0	391,1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0,4	0,4	0,8
Gains ou pertes nets sur autres actifs		0,4	0,2	1,5
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		272,8	194,6	393,4
Impôts sur les bénéfices		-94,1	-60,3	-122,6
Résultat net de l'ensemble consolidé		178,7	134,3	270,8
Participations ne donnant pas le contrôle		4,2	3,5	7,4
RESULTAT NET PART DES PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE		174,5	130,8	263,4
Résultat net part des propriétaires de la société mère par action (en euros)		1,57	1,41	2,37
Nombre d'actions composant le capital		111 282 906	92 532 906	111 282 906

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres *

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Résultat net	178,7	134,3	270,8
Ecart de conversion	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-22,4	11,3	69,7
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-	-	-
Impôts	10,0	-2,3	-4,1
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-12,4	9,0	65,6
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES *	166,3	143,3	336,4
Dont part des propriétaires de la société mère	161,9	139,7	327,6
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	4,4	3,6	8,8

* Cf note 13.

Evolution des capitaux propres

(en millions d'euros)	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres du Groupe	Capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur			
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2009	740,3	124,6	-	1 230,2	6,8	-	5,4	2 107,3	57,0	2 164,3
Augmentation de capital								-		-
Elimination des titres autodétenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		1,1						1,1		1,1
Distribution S1 2010				-323,9				-323,9	-3,6	-327,5
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	1,1	-	-323,9	-	-	-	-322,8	-3,6	-326,4
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					11,2			11,2	0,1	11,3
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-2,3	-2,3		-2,3
Ecart de conversion et autres variations		-0,5		0,5				-		-
Résultat S1 2010				130,8				130,8	3,5	134,3
Sous-total	-	-0,5	-	131,3	11,2	-	-2,3	139,7	3,6	143,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-		-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010	740,3	125,2	-	1 037,6	18,0	-	3,1	1 924,2	57,0	1 981,2

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres du Groupe	Capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur			
<i>(en millions d'euros)</i>										
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010	740,3	125,2	-	1 037,6	18,0	-	3,1	1 924,2	57,0	1 981,2
Augmentation de capital	150,0							150,0		150,0
Elimination des titres autodétenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		1,9						1,9		1,9
Distribution S2 2010								-		-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	150,0	1,9	-	-	-	-	-	151,9	-	151,9
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					57,1			57,1	1,3	58,4
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-1,8	-1,8		-1,8
Ecart de conversion et autres variations		-0,1		0,1				-		-
Résultat S2 2010				132,6				132,6	3,9	136,5
Sous-total	-	-0,1	-	132,7	57,1	-	-1,8	187,9	5,2	193,1
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-		-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2010	890,3	127,0	-	1 170,3	75,1	-	1,3	2 264,0	62,2	2 326,2

Etats de synthèse

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres du Groupe	Capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur			
<i>(en millions d'euros)</i>										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2010	890,3	127,0	-	1 170,3	75,1	-	1,3	2 264,0	62,2	2 326,2
Augmentation de capital								-		-
Elimination des titres autodétenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		3,9						3,9		3,9
Distribution S1 2011								-	-3,9	-3,9
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,9	-	-	-	-	-	3,9	-3,9	-
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-22,6			-22,6	0,2	-22,4
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							10,0	10,0		10,0
Ecarts de conversion et autres variations		12,8		-12,8				-		-
Résultat S1 2011				174,5				174,5	4,2	178,7
Sous-total	-	12,8	-	161,7	-22,6	-	10,0	161,9	4,4	166,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence										
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2011	890,3	143,7	-	1 332,0	52,5	-	11,3	2 429,8	62,7	2 492,5

Fonds propres prudentiels Bâle 2

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES COMPTABLES PART DU GROUPE	2 429,8	1 924,2	2 264,0
Estimation des dividendes prévisionnels	-174,5	-130,8	-
Participations ne donnant pas le contrôle	62,7	57,0	62,2
Estimation des dividendes à verser au titre des participations ne donnant pas le contrôle	-2,2	-1,8	-3,9
Déductions prudentielles ⁽¹⁾	-787,4	-222,4	-792,8
FONDS PROPRES DE BASE PRUDENTIELS	1 528,4	1 626,2	1 529,5
Déductions Bâle 2	-142,6	-154,2	-192,1
FONDS PROPRES TIER ONE	1 385,8	1 472,0	1 337,4
Fonds propres complémentaires	696,8	370,1	369,1
Autres déductions	-285,0	-296,5	-334,5
FONDS PROPRES PRUDENTIELS	1 797,6	1 545,6	1 372,0

(1) Survaleurs, immobilisations incorporelles et filtres prudentiels IFRS.

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	178,7	134,3	270,8
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	45,0	39,0	70,5
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	278,4	281,8	608,1
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-0,4	-0,4	-0,8
Impôts différés	-8,3	-21,1	-26,6
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-	-2,3	-4,2
Variation des produits constatés d'avance	12,5	23,3	11,5
Variation des charges constatées d'avance	-3,0	-3,9	9,2
Variation des produits courus non encaissés	-3,4	12,9	-29,2
Variation des charges courues non décaissées	24,5	5,1	104,9
Autres mouvements	139,3	68,4	135,8
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	484,6	402,8	879,2
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (III)	0,1	-9,3	2,3
Opérations interbancaires	-1 622,5	1 746,5	-474,5
Opérations avec la clientèle	-78,2	1 209,8	-88,0
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	1 508,5	-530,9	520,8
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-95,8	-94,4	-60,5
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	-288,0	2 331,0	-102,2
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)+(IV)	375,4	2 858,8	1 050,1
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	39,1	52,0	-452,0
Immobilisations corporelles et incorporelles	-40,6	-27,0	-56,3
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-1,5	25,0	-508,3
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-3,8	-327,5	-177,4
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	270,0	-85,8	-151,5
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	266,2	-413,3	-328,9
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	640,1	2 470,5	212,9
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	930,7	954,7	954,7
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	1 165,9	929,0	929,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	1 351,8	3 416,3	930,7
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	1 384,9	937,9	1 165,9
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	640,1	2 470,5	212,9

4. Annexe aux comptes consolidés

SOMMAIRE

Note 1	Principes comptables	36
Note 2	Périmètre de consolidation	39
Note 3	Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat	41
Note 4	Instruments dérivés de couverture	43
Note 5	Actifs financiers disponibles à la vente	44
Note 6	Prêts et créances sur les établissements de crédit	46
Note 7	Prêts et créances sur la clientèle	47
Note 8	Ecart d'acquisition	48
Note 9	Provisions et dépréciations	49
Note 10	Dettes envers les établissements de crédit	51
Note 11	Dettes envers la clientèle	52
Note 12	Dettes représentées par un titre	52
Note 13	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	53
Note 14	Produits et charges d'intérêts	54
Note 15	Produits et charges de commissions	55
Note 16	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	55
Note 17	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	56
Note 18	Frais de personnel	56
Note 19	Plans d'avantages en actions	57
Note 20	Coût du risque	59

Note 1 Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2011, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire » révisée⁽¹⁾. Ainsi, les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2011 ; ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2010 tels qu'ils figurent dans le Document de Référence au titre de l'exercice 2010.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 : « Principes et méthodes de consolidation, principes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2010, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2011.

(1) Améliorations aux IFRS – mai 2010

Normes IFRS et interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2011

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits »	23 décembre 2009	1 ^{er} février 2010
Amendements à IFRS 1 « Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants »	30 juin 2010	1 ^{er} juillet 2010
IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées »	19 juillet 2010	1 ^{er} janvier 2011
Modification d'IFRIC 14 « Paiements anticipés des exigences de financement minimal »	19 juillet 2010	1 ^{er} janvier 2011
IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres »	23 juillet 2010	1 ^{er} juillet 2010
Améliorations aux IFRS - mai 2010	18 février 2011	1 ^{er} janvier 2011 (sauf amendements à IFRS 3 et IAS 27 : 1 ^{er} juillet 2010)

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas d'incidence significative sur la période.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (International Accounting Standards Board) a, par ailleurs, publié des normes et interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2011 ; elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2011

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009 et 28 octobre 2010	1 ^{er} janvier 2013
Amendement à IFRS 7 « Information à fournir sur les transferts d'actifs financiers »	7 octobre 2010	1 ^{er} juillet 2011
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2012
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 11 « Accords conjoints »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 13 « Informations à la juste valeur »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 28 révisée « Participations dans les entreprises associées et des co-entreprises »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	16 juin 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »	16 juin 2011	1 ^{er} juillet 2012

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par le Conseil National de la Comptabilité

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, le Conseil National de la Comptabilité, dans sa recommandation n°2009-R-04 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation n°2004-R03 du 27 octobre 2004. Cette nouvelle recommandation introduit les modifications apportées à la norme IAS 1 telles qu'adoptées par l'Union Européenne le 17 décembre 2008.

Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs relatifs au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010 ont été retraités afin de corriger des erreurs de présentation. Ces corrections n'ont aucune conséquence sur le résultat ni sur les capitaux propres des périodes présentées. Ce point est signalé dans les notes annexes concernées.

Note 2 Périmètre de consolidation

	30/06/2011			31/12/2010		
	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
Crédit du Nord 28, place Rihour 59800 Lille	globale	société consolidante		globale	société consolidante	
Banque Rhône-Alpes 20-22, boulevard Edouard Rey 38000 Grenoble	globale	99,99	99,99	globale	99,99	99,99
Banque Tarneaud 2-6, rue Turgot 87000 Limoges	globale	80,00	80,00	globale	80,00	80,00
Banque Courtois 33, rue de Rémusat 31000 Toulouse	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Kolb 1-3, place du Général-de-Gaulle 88500 Mirecourt	globale	99,87	99,87	globale	99,87	99,87
Banque Laydernier 10, avenue du Rhône 74000 Annecy	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Nuger 5, place Michel-de-L'Hospital 63000 Clermont-Ferrand	globale	64,70	64,70	globale	64,70	64,70
Société Marseillaise de Crédit 75, rue du Paradis 13006 Marseille	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norbail Immobilier 50, rue d'Anjou 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Star Lease 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Etoile ID 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Société de Bourse Gilbert Dupont 50, rue d'Anjou 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norimmo 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Turgot Gestion ⁽¹⁾ 2-6, rue Turgot 87000 Limoges	entité absorbée par Banque Tarneaud			globale	80,00	100,00
Etoile Gestion Holding 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	97,73	100,00	globale	97,73	100,00

(1) La société Turgot Gestion a été absorbée par la Banque Tarneaud (Transmission Universelle de Patrimoine) au 25 avril 2011.

	30/06/2011			31/12/2010		
	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
Anna Purna 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nice Broc 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nice Carros 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Kolb Investissement 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nord Assurances Courtage 28, place Rihour 59800 Lille	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norbail Sofergie 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Sfag 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Partira 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Crédinord Cidize 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
SC Fort De Noyelles 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Pouyanne 12, place d'armes 64300 Orthez	équivalence	35,00	35,00	équivalence	35,00	35,00
Antarius ⁽¹⁾ 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	proportionnelle	50,00	50,00	proportionnelle	50,00	50,00

(1) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Par ailleurs, les sociétés suivantes, dont la détention par le Groupe est échelonnée entre 33,21 % et 100 %, n'ont pas été retenues dans le champ de consolidation : Starvingt, Starvingt trois, Starvingt six, Starvingt huit,

Amerasia 3, Amerasia 4, Snc Obbola, Snc Wav II, Immovalor service, Cofipro, Scem Expansion, Snc Hedin, Snc Legazpi, Snc Nordenskiöld et Snc Verthema.

Note 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

	30/06/2011				31/12/2010			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	25,4	-	-	25,4	12,1	-	-	12,1
Actions et autres instruments de capitaux propres	42,4	-	-	42,4	56,8	-	-	56,8
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	67,8	-	-	67,8	68,9	-	-	68,9
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	-	122,2	-	122,2	-	129,3	-	129,3
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	0,1	1 179,6	-	1 179,7	3,1	1 159,2	-	1 162,3
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	0,1	1 301,8	-	1 301,9	3,1	1 288,5	-	1 291,6
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	32,6	-	32,6	-	36,8	-	36,8
Instruments fermes	-	25,9	-	25,9	-	28,8	-	28,8
<i>Swaps</i>	-	25,9	-	25,9	-	28,8	-	28,8
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	6,7	-	6,7	-	8,0	-	8,0
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	6,7	-	6,7	-	8,0	-	8,0
Instruments de change	-	59,5	-	59,5	-	65,6	-	65,6
Instruments fermes	-	53,4	-	53,4	-	62,2	-	62,2
Instruments conditionnels	-	6,1	-	6,1	-	3,4	-	3,4
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	92,1	-	92,1	-	102,4	-	102,4
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT ⁽¹⁾	67,9	1 393,9	-	1 461,8	72,0	1 390,9	-	1 462,9

(1) Y compris les OPCVM.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2011				31/12/2010			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	1,9	-	-	1,9
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	-	-	-	-	1,9	-	-	1,9
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	51,7	-	51,7	-	59,2	-	59,2
Instruments fermes	-	45,6	-	45,6	-	53,0	-	53,0
<i>Swaps</i>	-	45,6	-	45,6	-	53,0	-	53,0
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	6,1	-	6,1	-	6,2	-	6,2
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	6,1	-	6,1	-	6,2	-	6,2
Instruments de change	-	69,2	-	69,2	-	61,8	-	61,8
Instruments fermes	-	62,9	-	62,9	-	58,3	-	58,3
Instruments conditionnels	-	6,3	-	6,3	-	3,5	-	3,5
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	120,9	-	120,9	-	121,0	-	121,0
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	1 031,7	-	1 031,7	-	855,9	-	855,9
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	-	1 152,6	-	1 152,6	1,9	976,9	-	978,8

	30/06/2011			31/12/2010		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
<i>(en millions d'euros)</i>						
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT ⁽¹⁾	1 031,7	1 061,9	-30,2	855,9	887,3	-31,4

(1) Le passif du bilan est impacté par la variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre à hauteur de -0,03 million d'euros au 30 juin 2011. Ce mouvement correspond à un produit de +0,03 million d'euros enregistré en résultat.

Note 4 Instruments dérivés de couverture

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur ⁽¹⁾	562,3	586,5	472,4	471,5
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes	537,3	586,5	441,6	471,5
<i>Swaps</i>	537,3	586,5	441,6	471,5
Instruments conditionnels	25,0	-	30,8	-
<i>Caps, floors, collars</i>	25,0	-	30,8	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
TOTAL	562,3	586,5	472,4	471,5

(1) Y compris dérivés de Macro Fair Value Hedge.

Note 5 Actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2011				31/12/2010			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	1 211,8	-	-	1 211,8	1 430,8	-	-	1 430,8
<i>dont créances rattachées</i>				10,8				6,1
<i>dont dépréciations</i>				-				-
Obligations et autres instruments de dettes	1 865,9	2 279,6	-	4 145,5	1 649,9	2 670,6	-	4 320,5
<i>dont créances rattachées</i>				37,9				45,2
<i>dont dépréciations</i>				-22,6				-20,4
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	0,9	58,7	4,1	63,7	51,2	74,1	4,1	129,4
<i>dont créances rattachées</i>				-				-
<i>dont pertes de valeur</i>				-3,7				-3,7
SOUS-TOTAL ACTIVITE COURANTE	3 078,6	2 338,3	4,1	5 421,0	3 131,9	2 744,7	4,1	5 880,7
Titres actions détenus à long terme	1,1	-	472,1	473,2	1,1	-	465,0	466,1
<i>dont créances rattachées</i>				0,1				-
<i>dont pertes de valeur</i>				-4,3				-4,3
SOUS-TOTAL	1,1	-	472,1	473,2	1,1	-	465,0	466,1
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	3 079,7	2 338,3	476,2	5 894,2 ⁽²⁾	3 133,0	2 744,7	469,1	6 346,8
dont titres prêtés	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM.

(2) Dont 556,7 millions d'euros de titres callables valorisés à date de call ou à date d'échéance selon les probabilités d'exercice ou non. Ce montant s'échelonne ainsi selon les dates de call suivantes :
- 269,8 millions d'euros en 2011,
- 286,9 millions d'euros en 2012.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Solde d'ouverture en début de période	6 346,8	5 698,1
Acquisitions	1 005,7	3 401,4
Cessions / remboursements / fusions	-1 416,8	-2 903,1
Reclassements et variations de périmètre	-	79,2 ⁽¹⁾
Gains et pertes sur variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres	-35,6 ⁽²⁾	74,6
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	-2,2	-7,3
Variation des pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisée en résultat	-	1,4
Variation des créances rattachées	-2,6	2,7
Différences de change	-1,1	-0,2
SOLDE DE CLOTURE EN FIN DE PERIODE	5 894,2	6 346,8

(1) Les montants en « variation de périmètre et reclassements » s'expliquent exclusivement par l'acquisition de la Société Marseillaise de Crédit.

(2) L'écart avec la rubrique « Réévaluation des actifs disponibles à la vente » de la note des capitaux propres provient à hauteur de -12,8 millions d'euros du poste « assurances-dotations nettes participation aux bénéfices différée ».

Note 6 Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes à vue	1 781,0	1 505,8
Comptes et prêts au jour le jour et autres	2 335,6	2 203,4
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	1,8	1,6
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	4 118,4	3 710,8
Comptes et prêts à terme	866,7	611,8
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	-	-
Prêts subordonnés et titres participatifs	48,8	85,4
Créances rattachées	6,8	2,9
TOTAL DES CREANCES A TERME	922,3	700,1
TOTAL BRUT	5 040,7	4 410,9
DEPRECIATION	-0,5	-0,5
TOTAL NET	5 040,2	4 410,4
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	5 040,2	4 410,4

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2011 des créances sur les établissements de crédit, 3 152,1 millions d'euros correspondent à des opérations avec le Groupe Société Générale (2 175,6 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Note 7 Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances commerciales	732,1	715,7
Créances rattachées	0,9	0,8
TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES	733,0	716,5
Autres concours		
Crédits de trésorerie	2 160,3	2 142,0
Crédits à l'exportation	64,4	52,6
Crédits à l'équipement	6 297,3	6 121,4
Crédits à l'habitat	16 158,5	14 901,2
Autres crédits	3 824,0	3 806,6
Créances rattachées	58,4	60,0
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	28 562,9	27 083,8
Comptes ordinaires débiteurs	2 038,9	1 840,4
Créances rattachées	25,5	23,4
TOTAL COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	2 064,4	1 863,8
TOTAL BRUT	31 360,3	29 664,1
Dépréciation sur créances individualisées	-984,2	-980,9
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-55,2	-46,9
DEPRECIATION	-1 039,4	-1 027,8
TOTAL NET	30 320,9	28 636,3
Titres reçus en pension livrée (y.c. créances rattachées)	2,7	-
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	30 323,6	28 636,3
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	30 459,4	29 263,9

Le taux de provisionnement des créances douteuses sur la clientèle, net des sûretés reçues sur encours douteux (sauf celles de la SMC), et hors dépréciation sur groupe d'actifs homogènes, est de 66,4 % comme au 31 décembre 2010.

Répartition des autres concours à la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Clientèle non financière	28 501,7	27 021,2
Entreprises	12 241,2	11 779,7
Particuliers	15 038,6	14 056,3
Collectivités locales	10,2	11,7
Professions libérales	1 016,1	984,0
Gouvernements et Administrations Centrales	53,5	50,4
Autres	142,1	139,1
Clientèle financière	2,8	2,6
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE VENTILES	28 504,5	27 023,8
Créances rattachées	58,4	60,0
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	28 562,9	27 083,8

Note 8 Ecarts d'acquisition

(en millions d'euros)

Valeur brute au 31/12/2010	564,7
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-56,7
VALEUR BRUTE AU 30/06/2011	508,0
Dépréciations au 31/12/2010	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2010	-

En IFRS, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation réalisé une fois par an.

Valeur nette au 31/12/2010	564,7
VALEUR NETTE AU 30/06/2011	508,0

Principaux écarts d'acquisition nets au 30 juin 2011

(en millions d'euros)

Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Société Marseillaise de Crédit	454,2 ⁽¹⁾
Agences Fortis	5,2
VALEUR NETTE AU 30/06/2011	508,0

(1) L'écart d'acquisition définitif constaté dans les comptes consolidés du Groupe au titre de la Société Marseillaise de Crédit est présenté ci-après :

(en millions d'euros)

Prix d'acquisition	872,0
Juste valeur de l'actif net acquis	417,8
ECART D'ACQUISITION	454,2

En date d'acquisition, les actifs et passifs identifiables de la Société Marseillaise de Crédit ont été comptabilisés en juste valeur :

Actif

(en millions d'euros)	21/09/2010
Créances sur établissements de crédit	581,3
Créances sur la clientèle	2 612,5
Autres actifs courants	445,3
Immobilisations	200,1
Autres	70,9
TOTAL ACTIF	3 910,1

Passif

(en millions d'euros)	21/09/2010
Dettes envers les établissements de crédit	12,3
Comptes débiteurs - clientèle	3 279,6
Autres	200,4
Fonds propres	417,8
TOTAL PASSIF	3 910,1

Note 9 Provisions et dépréciations

Dépréciations

(en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2010	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2011
Etablissements de crédit	6	0,5	-	-	-	-	0,5
Crédits à la clientèle	7	980,9	202,4	-137,2	-61,7	-0,2	984,2
Groupes d'actifs homogènes	7	46,9	8,6	-0,3	-	-	55,2
Location-financement et assimilés		29,4	24,4	-22,0	-2,2	-	29,6
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	5	28,4	2,5	-	-	-0,3	30,6
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		2,0	-	-	-	-	2,0
Immobilisations		1,3	-	-	-0,1	0,7	1,9
Autres		0,4	-	-0,1	-	-	0,3
TOTAL DES DEPRECIATIONS		1 089,8	237,9	-159,6	-64,0	0,2	1 104,3

(1) Dont dotations nettes impactant le risque de contrepartie : 2,2 millions d'euros.

Provisions

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2010	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Effet d'actualisation	Autres	Stock au 30/06/2011
Provisions pour avantages post-emploi	51,0	4,5	-	-2,7	-	5,3	58,1
Provisions pour avantages long terme	36,4	2,7	-	-2,8	-	-	36,3
Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail	5,8	2,4	-0,8	-1,4	-	0,1	6,1
Provisions pour autres engagements sociaux	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques immobiliers ⁽¹⁾	0,4	-	-	-	-	-	0,4
Provisions pour litiges ⁽²⁾	14,3	1,5	-2,3	-0,5	-	-	13,0
Provisions sur engagements hors bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors bilan avec la clientèle	42,5	20,7	-10,7	-	-	-	52,5
Autres provisions ⁽²⁾	38,7	0,2	-5,1 ⁽³⁾	-2,7	-	-	31,1 ⁽⁴⁾
TOTAL DES PROVISIONS	189,1	32,0	-18,9	-10,1	-	5,4	197,5

(1) Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers.

(2) Dont reprises nettes relatives au coût net du risque : 0,7 million d'euros.

(3) Dont reprises nettes au titre de la provision épargne-logement : 5,0 millions d'euros.

(4) Le stock de provision épargne-logement s'élève à 14,5 millions d'euros au 30 juin 2011.

Provisions techniques des entreprises d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	1 064,2	1 061,4
Provisions techniques des autres contrats d'assurance vie	3 370,5	3 116,0
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	1,9	2,5
TOTAL	4 436,6	4 179,9
Provision pour participation aux bénéfices différée ⁽¹⁾	59,1	72,0
Part des réassureurs	-242,6	-238,2
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	4 253,1	4 013,7

(1) Dont provision pour participation aux bénéfices différée passive sur actifs en juste valeur par capitaux propres 59,3 millions d'euros (contre un montant passif de 72,1 millions d'euros au 31 décembre 2010) et provision pour participation aux bénéfices différée active sur actifs en juste valeur par résultat 0,2 million d'euros.

Note 10 Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes à vue	225,5	219,8
Comptes et emprunts au jour le jour	163,4	863,3
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	0,2	0,2
TOTAL DES DETTES A VUE	389,1	1 083,3
Comptes et emprunts à terme	1 784,3	2 268,6
Valeurs données en pension à terme	-	-
Titres donnés en pension à terme	-	-
Dettes rattachées	5,5	11,2
TOTAL DES DETTES A TERME	1 789,8	2 279,8
Réévaluation des éléments couverts	40,5	54,9
TOTAL	2 219,4	3 418,0
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	2 218,8	3 418,7

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2011 des dettes envers les établissements de crédit, 1 406,1 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale.

Note 11 Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	7 675,6	6 946,7
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 887,9	1 949,8
Comptes à vue et au jour le jour	14 249,8	13 883,7
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	8 514,5	8 219,9
<i>Particuliers</i>	5 170,7	5 090,7
<i>Clientèle financière</i>	11,3	13,7
<i>Autres ⁽¹⁾</i>	553,3	559,4
Comptes à terme	1 718,2	1 079,1
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	1 527,7	919,1
<i>Particuliers</i>	103,6	90,8
<i>Clientèle financière</i>	3,2	4,3
<i>Autres ⁽²⁾</i>	83,7	65,0
Valeurs données en pension livrée à terme	-	-
Titres donnés en pension livrée au jour le jour	222,6	188,0
Titres donnés en pension livrée à terme	123,6	156,2
Dettes rattachées	91,9	75,8
Dépôts de garantie	3,6	2,8
TOTAL	25 973,2	24 282,1
Juste valeur des dettes envers la clientèle	25 973,2	24 282,0

(1) Dont 58,7 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales.

(2) Dont 21,7 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales.

Note 12 Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Bons de caisse et bons d'épargne	15,0	16,5
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	8 787,9	8 044,6
Emprunts obligataires	449,9	150,0
Dettes rattachées	43,8	30,3
SOUS-TOTAL	9 296,6	8 241,4
Réévaluation des éléments couverts	-	0,1
TOTAL	9 296,6	8 241,5
Juste valeur des dettes représentées par un titre	9 334,9	8 280,6

Note 13 Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2011	Période	31/12/2010
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Ecart de conversion	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	54,1	-22,4	76,5
Ecart de réévaluation de la période		-24,1	
Recyclage en résultat		1,7	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Montants transférés dans la valeur de l'élément couvert			
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-	-	-
Impôts	11,3	10,0	1,3
TOTAL	65,4	-12,4	77,8
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	0,2	1,4
PART DU GROUPE	63,8	-12,6	76,4

(en millions d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	54,1	11,3	65,4	76,5	1,3	77,8
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	54,1	11,3	65,4	76,5	1,3	77,8
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	-	1,6	1,4	-	1,4
PART DU GROUPE	52,5	11,3	63,8	75,1	1,3	76,4

Note 14 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	40,9	25,2	57,3
Opérations avec la clientèle	623,9	509,7	1 069,8
Opérations sur instruments financiers	245,8	216,2	331,6
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	82,0	69,3	141,4
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	0,4	0,4	0,8
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	163,4	146,5	189,4
Opérations de location-financement	76,0	74,7	150,3
<i>Location-financement immobilier</i>	39,3	36,4	74,3
<i>Location-financement mobilier</i>	36,7	38,3	76,0
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
SOUS-TOTAL	986,6	825,8	1 609,0
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-34,8	-34,1	-72,5
Opérations avec la clientèle	-156,9	-115,2	-262,8
Opérations sur instruments financiers	-218,6	-222,7	-319,0
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-65,5	-36,5	-80,6
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-12,8	-13,0	-23,5
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-140,3	-173,2	-214,9
Opérations de location-financement	-31,1	-29,5	-59,3
<i>Location-financement immobilier</i>	-28,9	-27,3	-54,7
<i>Location-financement mobilier</i>	-2,2	-2,2	-4,6
Autres intérêts et charges assimilées	-	-0,1	-0,1
SOUS-TOTAL	-441,4	-401,6	-713,7
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	545,2	424,2	895,3

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
PRODUITS (CHARGES) NETS (NETTES) SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	6,1	-8,9	-15,2
Opérations avec la clientèle	467,0	394,5	807,0
<i>Crédits de trésorerie</i>	67,5	63,7	130,6
<i>Crédits à l'exportation</i>	0,9	0,6	1,3
<i>Crédits à l'équipement</i>	94,7	72,6	156,3
<i>Crédits à l'habitat</i>	328,0	261,4	553,4
<i>Autres</i>	-24,1	-3,8	-34,6
Opérations sur instruments financiers	27,2	-6,5	12,6
Opérations de location-financement	44,9	45,2	91,0
Autres	-	-0,1	-0,1
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	545,2	424,2	895,3

Note 15 Produits et charges de commissions

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	142,2	116,2	249,4
Opérations sur titres	2,5	2,2	4,6
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	1,1	1,0	2,0
Engagements de financement et de garantie	13,5	11,2	24,0
Prestations de services	320,2	286,7	585,6
Autres	-	-	-
SOUS-TOTAL	479,5	417,3	865,6
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,6	-0,4	-0,8
Opérations sur titres	-2,4	-2,4	-4,3
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-0,1	-	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,2	-0,4	-1,0
Autres	-66,9	-57,7	-118,5
SOUS-TOTAL	-70,2	-60,9	-124,7
TOTAL COMMISSIONS NETTES	409,3	356,4	740,9

Note 16 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	1,7	1,7	3,0
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	2,1	0,9	1,3
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option ⁽¹⁾	-9,3	-1,5	-13,9
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	4,3	4,7	2,6
Résultat net sur instruments de couverture / Couverture de juste valeur	-46,2	65,4	-52,7
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	42,3	-68,3	45,4
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	5,0	6,4	12,0
TOTAL	-0,1	9,3	-2,3

(1) Y compris un produit de 0,03 million d'euros dans la réévaluation des passifs financiers du Groupe au 30 juin 2011 (contre un produit de 5,3 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Le résultat net sur les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par résultat est déterminé à l'aide de techniques d'évaluation basées sur des paramètres observables.

Le résultat de cette marge n'est donc pas impacté par la variation de juste valeur d'instruments initialement valorisés à l'aide de paramètres de valorisation non basés sur des données de marché.

Note 17 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession	3,7 ⁽¹⁾	1,8	2,5
Moins-value de cession	-0,8 ⁽²⁾	-0,9	-2,8
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-0,3	-0,3
Participation aux bénéfices différés ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance	-2,6	-0,2	1,5
SOUS-TOTAL	0,3	0,4	0,9
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	0,1	2,3	6,2
Moins-value de cession	-0,1	-	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-0,3	-	-
SOUS-TOTAL	-0,3	2,3	6,2
TOTAL	-	2,7	7,1

(1) Dont 3,4 millions d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2011.

(2) Dont -0,8 million d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2011.

Note 18 Frais de personnel

A. Frais de personnel

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Rémunérations du personnel	-219,9	-189,2	-397,5
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-57,6	-49,7	-105,1
Charges de retraite	-31,8	-30,1	-61,8
Régimes à cotisations définies	-31,9	-28,2	-58,1
Régimes à prestations définies	0,1	-1,9	-3,7
Autres charges sociales et fiscales	-25,0	-26,2	-49,6
Participation, intéressement et abondements	-31,0	-27,1	-54,6
Transfert de charges	4,2	2,3	5,6
TOTAL	-361,1	-320,0	-663,0

Les rémunérations variables versées au titre de 2010 s'élèvent à 24,1 millions d'euros, y compris Société Marseillaise de Crédit.

B. Effectif ⁽¹⁾

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Effectif inscrit	9 821	8 585	9 948 ⁽²⁾
Effectif moyen net présent	9 509	8 284	9 651
Effectif moyen net présent directement rémunéré par le Groupe Crédit du Nord	8 957	7 702	9 092
Congés maternité, contrats de qualification / apprentissage	552	582 ⁽³⁾	559

(1) Hors effectif Banque Pouyanne.

(2) Dont 1 353 collaborateurs de la Société Marseillaise de Crédit (entité acquise le 21/09/2010).

(3) Chiffre modifié par rapport à la publication du 30 juin 2010.

Note 19 Plans d'avantages en actions**1. Montant de la charge enregistrée en résultat**

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-	-	-
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	-3,9	-1,1	-2,8
TOTAL	-3,9	-1,1	-2,8

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2011

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe Crédit du Nord au cours de la période se terminant le 30 juin 2011 sont brièvement décrits ci-dessous.

Attribution gratuite d'actions

Emetteur : Société Générale	2011
Type de plan	Attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	25/05/2010
Décision du Conseil d'Administration	07/03/2011
Nombre d'actions attribuées	89 011
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	07/03/2011 - 31/03/2013
Conditions de performance ⁽¹⁾	oui
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	46,55
Actions perdues	-
Actions restantes au 30 juin 2011	89 011
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2011	89 011
Cours des actions réservées (en euros)	45,67
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	4,1
Première date de cession	31/03/2015
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86 %
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

⁽¹⁾ Les conditions de performance sont déclinées par pôle, direction fonctionnelle, entité ou catégorie de population. Elles sont basées sur des indicateurs de performance tels que le résultat net part du Groupe, le bénéfice net par action, le résultat d'exploitation, les pertes opérationnelles. La condition de performance dite « Groupe » qui s'applique au plus grand nombre d'attributaires est basée sur le résultat net part du Groupe 2012.

3. Informations sur les autres plans en capitaux propres

Attributions d'actions SG avec décote

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 19 avril 2011 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 37,50 euros avec une décote de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

346 500 actions ont été souscrites. La charge de ce plan pour le Groupe est nulle. En effet, le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les plans

d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Or, ce modèle de valorisation conduit à une valeur unitaire nulle de l'avantage : la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale observés pendant la période de souscription (du 11 mai au 26 mai) réduite du coût que représente le blocage sur 5 ans est inférieure au prix de souscription.

Note 20 Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
RISQUES DE CONTREPARTIE			
Dotations nettes pour dépréciation	-88,1 ⁽¹⁾	-87,7	-166,5
Pertes non couvertes par des provisions	-7,4	-2,7	-15,5
Récupérations sur créances amorties	5,3	3,1	7,6
SOUS-TOTAL	-90,2	-87,3	-174,4
AUTRES RISQUES			
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	0,7	-1,2	-0,6
Pertes non couvertes par des provisions	-0,3	-0,7	-1,0
SOUS-TOTAL	0,4	-1,9	-1,6
TOTAL	-89,8	-89,2	-176,0

(1) Dont 8 millions d'euros sur un fonds, à capital garanti par le Crédit du Nord, qui détient des titres d'état grec.

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 25 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER



ERNST & YOUNG et Autres
Bernard HELLER



5

Tables de concordance

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	216	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	216	5
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	-
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	-	8-9
4. Facteurs de risque	37 ; 78 à 89 ; 214	-
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la Société	211	-
5.2. Investissements	8 ; 14 ; 28 ; 102-103 ; 137	-
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	16 à 21	13 à 18
6.2. Principaux marchés	97-98	47
6.3. Événements exceptionnels	8 ; 137 ; 164	-
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers, ou de nouveaux procédés de fabrication	214	-
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	-	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	11	-
7.2. Liste des filiales importantes	11 ; 76-77 ; 188-189	39-40
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	102-103	-
8.2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	-
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	22 à 27	19 à 25
9.2. Résultat d'exploitation	22 à 26	19 à 23

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	44 à 50	30-31
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	51	34
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	96 ; 105-106 ; 113	51-52
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	-	-
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	-	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	-	-
12. Informations sur les tendances	28	25
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	6
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	191 à 193	-
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	194 à 203	-
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	134	-
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4 ; 191 à 193	6
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	-	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 29-30 ; 194-195	-
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	-	-
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	24 ; 125	20 ; 57
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	197-198 ; 200 à 202	-
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	213	-

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	213	-
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	213	-
18.3. Contrôle de l'émetteur	213	-
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	-	-
19. Opérations avec des apparentés	134-135 ; 188-189 ; 206-207	-
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	44 à 137 ; 145 à 190	-
20.2. Informations financières pro forma	-	-
20.3. Etats financiers	44 à 137 ; 145 à 190	-
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	138-139 ; 204-205	-
20.5. Date des dernières informations financières	44 ; 147	26
20.6. Informations financières intermédiaires	-	26 à 59
20.7. Politique de distribution des dividendes	213	32
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	214	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	140	-
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	211 ; 213	-
21.2. Acte constitutif et statuts	211-212	-
22. Contrats importants	-	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
24. Documents accessibles au public	212	-
25. Informations sur les participations	11 ; 76-77 ; 136 ; 188-189	-

2. Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rubriques	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2011	26 à 59
Rapport semestriel d'activité	8 à 25
- Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	-
- Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	-
- Principales transactions intervenues entre parties liées	-
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1^{er} semestre de l'exercice 2011	60
Attestation du Responsable du document	4

AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 30 août 2011 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF sous le numéro D.11-0392-A01. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 28 avril 2011 sous le numéro D.11-0392. Il ne pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'information visée par l'AMF.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

BANQUE 
COURTOIS

Banque 
Kolb

Banque 
Laydernier

BANQUE 
NUGER

Banque 
Rhône-Alpes

Banque 
Tarneaud

Société 
Marseillaise de Crédit

Crédit 
du Nord